



SESSION ANNUELLE DES ASSEMBLÉES DES GOUVERNEURS

FORTALEZA (BRÉSIL)

AB-2182
12 mars 2002
Original : portugais

DISCOURS DU GOUVERNEUR SUPPLÉANT POUR LE PORTUGAL
À LA TROISIÈME SÉANCE PLÉNIÈRE

Rodolfo Vasco Lavrador

1. C'est avec grand plaisir et fierté qu'au nom du Gouvernement du Portugal je prends la parole devant cette Assemblée, d'autant plus que cette session se déroule au Brésil, pays auquel nous unissent tant de liens historiques, culturels, politiques et économiques, et que nous qualifions avec authentique fraternité de « pays frère ». Je tiens donc à présenter mes sincères félicitations à tous ceux qui ont contribué à l'excellente organisation de cette session annuelle à Fortaleza, dans l'État du Ceará.
2. On connaît les difficultés particulières qui ont marqué les douze derniers mois, et l'on sait quelles en sont les raisons politiques et économiques. Nous vivons une année caractérisée par un essoufflement économique et par les effets défavorables qui en découlent, notamment la réduction du commerce mondial et la dégradation des termes de l'échange et des conditions financières internationales, particulièrement difficiles pour les pays en développement. Néanmoins, les données les plus récentes en provenance des États-Unis et de l'Europe signalent, malgré des risques persistants, une reprise qui autorise un certain optimisme quant à l'avenir.
3. Une croissance économique soutenue doit s'accompagner d'une progression effective de la cohésion sociale à l'échelle mondiale et, partant, nous devons nous fixer résolument, comme objectif majeur pour les pays en développement, la création de conditions qui permettent à ces pays de bénéficier d'apports accrus de capitaux et d'investissements privés, afin qu'ils puissent aussi profiter des fruits de la reprise qui s'annonce.
4. La réalisation et l'évolution de la mise en œuvre de ces apports de capitaux et de ces investissements supposent que les pays en développement, refusant la tentation du populisme, adoptent des politiques propices à une solide gestion macro-économique, faute de quoi on ne saurait compter sur un retour de la confiance des marchés financiers dans ces pays.
5. Les bons résultats enregistrés par la BID ces dernières années démontrent indubitablement – et je saisis l'occasion pour féliciter l'Administration et la Direction – le rôle que joue l'institution en tant que principal créancier multilatéral de la Région et, de ce fait, sa fonction de catalyseur des flux financiers et des investissements dont celle-ci a besoin.

6. En dépit des bons résultats obtenus, il reste nécessaire de réfléchir aux formes d'appui à apporter aux pays bénéficiaires, de façon à faciliter une réponse toujours plus efficace aux objectifs de la BID.

7. À cet égard, je tiens à rendre hommage tant à la Direction qu'au Conseil d'administration pour les efforts qu'ils ont déployés depuis la dernière session annuelle de l'Assemblée des gouverneurs, afin de doter la Banque d'instruments d'aide flexibles, et à les assurer que nous apprécions le travail d'analyse et de réflexion qu'ils ont accompli dans le domaine de l'efficacité de l'aide.

8. Dans ce contexte, je souhaite aussi remercier la Banque d'avoir présenté les deux rapports sur l'efficacité de l'aide et le rapport élaboré par le Groupe consultatif indépendant sur le rôle futur de la BID.

9. Nous encourageons la Banque à poursuivre son action dans ces domaines, en vue de procéder aux réformes nécessaires pour qualifier et quantifier plus précisément les résultats et les répercussions de l'aide.

10. Quant au rapport du Groupe consultatif indépendant, il semble constituer une excellente base de travail, même si certaines des recommandations qu'il contient doivent encore faire l'objet d'une réflexion commune menée avec pondération et réalisme.

11. Certaines de ces recommandations doivent, à notre avis, être considérées comme prioritaires, notamment celles qui tendent à renforcer la démarche de la Banque en matière de gestion du risque, à intensifier sa participation au processus d'intégration régionale et à simplifier les instruments d'appui au secteur public.

12. Le concept de programmes nationaux de compétitivité relevant de la compétence des pays bénéficiaires eux-mêmes, et faisant fond sur le dialogue entre ces pays et la Banque, me paraît prometteur. Cependant, nous ne devons pas perdre de vue les objectifs primordiaux de la Banque, qui sont la réduction de la pauvreté, l'équité sociale et le développement économique durable.

13. La BID, principal partenaire multilatéral de la région, est en conditions d'établir un dialogue privilégié avec les pays d'Amérique latine et des Caraïbes et de jouer un rôle de catalyseur dans la mise en oeuvre d'une telle initiative, surtout dans le contexte de la Conférence internationale sur le financement du développement, qui se tiendra ces prochains jours à Monterrey.

14. Le débat international en cours quant à la nécessité d'introduire une plus grande efficacité et une responsabilité accrue dans l'utilisation de l'aide publique au développement et d'améliorer la coordination de l'aide amènera chaque partenaire à concentrer ses efforts et son activité dans les secteurs où il possède les plus grands avantages comparatifs. Cependant, certaines des recommandations du Groupe consultatif indépendant – par exemple l'expansion du programme pour le secteur privé et la création d'une nouvelle filiale – malgré l'attrait qu'elles présentent, doivent être soigneusement étudiées du point de vue des avantages effectifs qu'elles pourraient procurer.

15. Enfin, je soulignerai l'option politique qu'a exercé le Portugal en adoptant résolument une attitude d'ouverture à des solutions nouvelles, plus créatives, en matière d'aide publique

au développement et d'appui à l'investissement privé pour les pays en développement en général, mais surtout pour le Brésil et la région de l'Amérique latine et des Caraïbes, avec lesquels mon pays entretient des rapports particuliers de proximité et d'affinité.

16. Je voudrais finalement réaffirmer que le Portugal continuera de collaborer activement au renforcement du Groupe de la BID, collaboration dont témoigne la récente approbation définitive par nos autorités de l'adhésion à la Société interaméricaine d'investissement, qui marque sans équivoque notre engagement en faveur du développement de cette région du monde dans lequel nous plaçons toute notre foi, et en faveur du rôle irremplaçable que le groupe de la BID est appelé à jouer dans la poursuite de ces objectifs que nous partageons tous.